

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 18/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze**

Site de Bretenoux-Biars  
Avenue Jean-Charles RIVET  
19100 Brive-la-Gaillarde

Références : CV/2023-1124  
Code AIOT : 0006802881

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/08/2023 dans l'établissement SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze implanté 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère. L'inspection a été annoncée le 12/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du site s'inscrit dans l'action nationale 2023 relative au retour d'expérience sur l'accidentologie.

Le retour d'expérience est un des leviers d'amélioration continue de la sécurité, en permettant d'identifier des besoins d'évolution de la réglementation, ou en sensibilisant les exploitants par la diffusion d'analyses identifiant des bonnes pratiques. Il est alimenté par la connaissance de chaque séquence d'accident, incident ou presque accident. La conduite de ce travail d'identification des causes des événements doit être une priorité des exploitants. Les données disponibles en termes d'inventaire des incidents et accidents, pour l'année 2021, montrent que si le taux de connaissance

des perturbations à l'origine des accidents est élevé dans les établissements Seveso, le taux de connaissance des causes profondes est, quant à lui, faible. Une progression est encore nécessaire dans ce domaine.

Les objectifs des visites d'inspection menées dans le cadre de l'action nationale 2023 sur le retour d'expérience accidentologique sont d'examiner l'organisation théoriquement prévue par les exploitants des sites Seveso Seuil Haut et sa mise en œuvre concrète concernant :

1. La détection et la remontée des événements ;
2. La détection et la remontée des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques [MMR] ;
3. Les modalités de priorisation, d'analyse de ces différents types d'événements, d'identification des causes, de définition des actions correctives, de vérification de l'efficacité de ces actions ;
4. Les modalités de déclaration des incidents et accidents à l'inspection en charge des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNCF Réseau EIE Quercy/Corrèze
- 1 rue du 19 mars 1962 46130 Biars-sur-Cère
- Code AIOT : 0006802881
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site est une installation de fabrication de traverses et de bois d'appareil pour les chemins de fer. Les activités exercées sont le façonnage des traverses et leur traitement par imprégnation à la créosote.

Au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, le site est classé Seveso Seuil Haut pour le stockage et l'emploi de la créosote. Il est autorisé à exploiter par l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2013 modifié.

Le site relève par ailleurs de la directive IED de par son activité de préservation du bois au moyen de produits chimiques.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- action nationale 2023 relative au retour d'expérience sur l'accidentologie ;
- événement pluvial du 12 juin 2023 suite au violent orage qui a déversé une quantité d'eau importante sur la zone géographique de Biars / Bretenoux / Girac.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                    | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 4  | Gestion des presque accidents ou des incidents – Déclaration et analyse des causes des évènements | Code de l'environnement, article R. 512-69 | /  | Lettre   | 1 mois                |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                              | Référence réglementaire                                    | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1  | Gestion des presque accidents ou des incidents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8                | /  | Sans objet        |
| 2  | Gestion des presque accidents ou des incidents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6 | /  | Sans objet        |
| 3  | Gestion des presque accidents ou des incidents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5        | /  | Sans objet        |
| 5  | Gestion des presque accidents ou des incidents | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7 | /  | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite a permis de constater que l'exploitant a mis en place les outils nécessaires pour connaître les situations à risques au sein de son établissement. En particulier, l'inspection des installations classées est informée des événements liés au risque incendie et les événements qui ont un impact à l'extérieur du site. Par ailleurs, il informe l'inspection des exercices incendie et POI puis transmet le compte rendu ainsi que les documents rédigés en interne pour assurer le partage d'expérience. Néanmoins, il est demandé à l'exploitant de mener une réflexion sur des critères qui impliqueraient une information systématique de l'administration (Cf. Constat n°3) ; sont notamment pris pour exemple les événements naturels et la cybersécurité.

Par ailleurs, concernant l'évènement survenu en juin 2023 (débordement du bassin de rétention suite au violent orage du 12 juin 2023), il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement (Cf. Constat n°4). L'inspection a toutefois noté que des actions sont engagées pour améliorer la collecte et l'évacuation des eaux sur la zone concernée en lien avec les communes de Biars-sur-Cère, Bretenoux et Girac. Cette demande a donné lieu à une lettre de suite de l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence SGS   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant a transmis l'EIV QC RRA00144 « Système de gestion de la Sécurité Site de Bretenoux Biars » - version 4 du 22 mai 2023 qui traite notamment des mesures nécessaires à la maîtrise des risques et des audits et revues de direction. Ces 2 thèmes sont abordés respectivement au niveau des points de contrôles 3 et 5.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

### N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.   |
| <b>Constats :</b> Environ 100 personnes sont présentes sur le site.<br><br>Tous les opérateurs peuvent signaler à leur hiérarchie une situation à risque en direct ou lors des réunions hebdomadaires. Les situations à risque sont tracées dans un tableau excel dédié qui permet également de tracer les actions immédiates engagées et celles prévues. Un point est réalisé mensuellement sur l'avancement du plan d'action par le service Qualité/Sécurité/Environnement.<br><br>Le retour d'expérience est expliqué en réunion d'équipe hebdomadaire et affiché sur le site ("Flash sureté" et "REX"). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

### N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>  |
| <b>Constats :</b> Les mesures nécessaires à la maîtrise des risques sont abordées au niveau du paragraphe 3.3 du SGS (EIV QC RRA00144).<br><p>Les mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI) sont présentes au niveau de l'imprégnerie et du stockage de créosote. Elles concernent essentiellement des vannes de coupure de l'alimentation en vapeur provenant de la chaudière fioul asservies à des sondes de température de la créosote.</p> <p>Le plan de surveillance prévoit pour les vannes un essai journalier et un contrôle-étalonnage semestriel pour les sondes.</p> <p>La bonne fermeture des vannes est vérifiée tous les soirs lors de la mise à l'arrêt des installations (voyant sur le coffret sécurité passe du "vert" au "rouge"). Le test réalisé lors de l'inspection au niveau du stockage de la créosote est concluant. L'inspection a également consulté le registre de maintenance et anomalies (MMRI) présent au niveau du stockage sur lequel sont mentionnées les vérifications semestrielles des sondes de températures. Aucune anomalie n'est notée concernant les vannes. L'ensemble des vérifications est effectué en interne. Le thermomètre étalon est neuf, date d'achat le 14/04/2020, il devra être étalonné au plus tard avant le 13/04/2025 (période de ré-étalonnage mentionné dans la fiche de vie de l'appareil : 5 ans).</p> <p>Le service maintenance dispose de deux outils informatiques de suivi : un pour le suivi des équipements (GMAO) et un pour le suivi métrologique des équipements de surveillance et de mesures.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

#### N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.<br><br>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme   |
| <b>Constats :</b> Dans le cadre de la préparation de l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection la liste des événements indésirables sur la période 2020 – début août 2023. Les événements indésirables concernant la sécurité incendie et l'environnement ont fait l'objet d'échanges avec l'exploitant lors de l'inspection.<br><br><b>- <u>Départ de feu et dégagement de fumée de la fretteuse</u></b> (fretteuse n°1 en mai 2020 et juin 2020 + fretteuse n° 2 en avril 2021) :<br>L'évènement d'avril 2021 concernant la fretteuse n°2 avait été repris dans le dossier de réexamen IED. À l'époque l'exploitant avait indiqué que cet accident avait fait l'objet d'un contrôle technique approfondi, du remplacement de la pièce défectueuse et d'un rappel des procédures de sécurité liées au nettoyage.<br>La fretteuse est utilisée pour ceinturer, à l'aide d'un fil de métal soudé, les deux extrémités de la traverse pour éviter que le bois éclate ou se fende une fois installé sous les rails. La soudure électrique pouvait créer des parties incandescentes qui pouvaient enflammer la matière (poussières, sciures...) présente dans la fosse de maintenance sous la machine et provoquer un feu rampant (sans flamme). Le risque était connu, les opérateurs présents au poste de travail étaient sensibilisés et pouvaient intervenir rapidement sur les feux naissants à l'aide d'extincteurs positionnés à proximité. Environ 1500 traverses étaient traitées par jour.<br>Actuellement, cet équipement n'est plus utilisé, le cerclage a été remplacé par la mise en place de connecteurs aux deux extrémités dès réception des traverses sur le site.<br><br><b>- <u>Départ de feu et dégagement de fumée dans une benne à cendre en février 2021 :</u></b><br>Cet évènement n'avait pas été porté à la connaissance de l'inspection. Il est en lien avec la chaudière bois, alimentée par des rebuts d'usinage des traverses non traitées, utilisée à l'époque pour produire la vapeur pour la montée en température de la créosote. Les cendres collectées sous le silo étaient transférées avant élimination dans une benne couverte. Un opérateur a jeté dans la benne des restants de nettoyage/balayage (copeaux,...) alors que les cendres étaient encore incandescentes. Suite à cet évènement le parcours de la ronde des gardes avait été modifié afin de contrôler la benne cendres.<br>Actuellement, la chaudière bois est à l'arrêt, elle a été remplacée par une chaudière au fioul. |

**- Départ de feu au secteur traverses dû à un mégot laissé au sol en juin 2023 :**

L'exploitant indique qu'il s'agissait d'une négligence, les consignes ont été rappelées au personnel. Des cendriers sont présents sur le site notamment dans la zone de traitement du bois.

**- Déversement d'un 10aine de litres d'huile hydraulique au sol suite à la rupture de flexible du chariot élévateur :**

À l'époque, cet évènement n'avait pas été porté à la connaissance de l'inspection. Le déversement a eu lieu devant l'abri n°4 sur une zone étanche. Des actions de sensibilisation ont été réalisées par l'exploitant ; notamment, une vidéo est proposée aux opérateurs expliquant le traitement d'une pollution (présentation du KIT pollution et consignes d'utilisation).

**- Jaillissement d'une 50aine de litres d'eaux hydrocarburées lors du forage d'un piézomètre supplémentaire à l'extérieur du site le 29 novembre 2022 :**

L'inspection des installations classées a été informée de cet évènement et a procédé à une visite d'inspection réactive le 30 novembre 2022. Suite à cette inspection il avait été demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'accident et de prendre en compte la découverte de la pollution des eaux souterraines dans son plan de gestion des sols. Cette action est en cours. L'évènement est recensé dans la base de données ARIA du BARPI (ARIA n°59978).

**- Débordement du bassin de rétention suite à un orage violent le 12 juin 2023 (54 mm en très peu de temps):**

L'inspection de installations classées a été informée de cet évènement le 14 juin 2023. L'évènement n'étant pas survenu du fait du fonctionnement de l'installation (autrement dit de l'installation de traitement du bois à la créosote), l'exploitant ne pensait pas que l'évènement relevait de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

Le bassin de rétention, non étanche, collecte les eaux de l'esplanade scierie tombant sur le sol et les toitures des bâtiments présents. Sur cette zone, seules les traverses non traitées (bois blancs) sont stockées. Lors de l'orage, les eaux pluviales n'ont pas inondé l'intérieur des bâtiments évitant ainsi une éventuelle pollution.

**Nota:** les eaux pluviales de la partie nord (= zone de bois traité avant expédition) sont collectées séparément par des bassins "eaux industrielles" puis transitent par un séparateur hydrocarbure avant de rejoindre le bassin étanche de 480 m<sup>3</sup> de capacité. Après vérification de l'absence d'hydrocarbures, les eaux sont infiltrées. Les deux activités bois blanc et bois traité sont séparées par la ligne de chemin de fer et les eaux pluviales sont dirigées vers les bassins de collecte dédiés.

Des travaux réalisés récemment (1 ou 2 ans en arrière) ont permis d'améliorer la collecte des eaux : création de deux avaloirs débouchant sur le bassin et obturation des deux descentes d'eau dirigeant l'eau pluviale sur le fossé longeant la route.

Le jour de l'orage, il y a eu une accumulation d'eau au niveau de l'embranchement route de Lourdes/Le Theil. Sur la partie de la route de Lourdes située dans le prolongement de la rue Jean Lurçat, il n'y a pas eu de problème du fait de la présence d'un fossé le long du site SNCF et de la pente de la route vers le fossé qui a permis le bon écoulement des eaux. Après l'embranchement route de Lourdes/Le Theil, il n'y a plus de fossé et la pente de la route est inclinée vers les habitations. Les eaux du site et les eaux de voirie ont donc inondé les terrains des riverains.

Une réunion s'est tenue le 4 juillet 2023 qui réunissait outre la SNCF, les riverains et les communes concernées Biars, Bretenoux et Girac.



Lors de la réunion 4 actions ont été retenues :

- pour la SNCF :

1. agrandissement du bassin. La SNCF dispose du foncier et cela ne pose pas de difficulté technique particulière, le bassin étant simplement creusé dans le sol ;
2. amélioration de la collecte des eaux de la plateforme pour les envoyer vers le bassin de rétention.

- pour les communes concernées :

1. refaire et entretenir le fossé le long de la route de Lourdes coté SNCF;
2. améliorer l'évacuation des eaux à partir du collecteur situé à proximité de la clôture. L'exutoire du collecteur et si celui-ci est opérationnel ou colmaté n'est pas connu par les participants à la réunion.

**Concernant ce dernier évènement, il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.**

Par ailleurs, l'exploitant porte à la connaissance de l'inspection les évènements liés au risque incendie et les évènements qui ont un impact à l'extérieur du site. En outre, il informe l'inspection des exercices incendie et POI puis transmet le compte rendu ainsi que les Flashs et les Retours d'expérience rédigés en interne pour le partage d'expérience avec les opérateurs du site notamment.

**Observation :** Suite aux échanges lors de l'inspection, il est demandé à l'exploitant de définir des critères à partir desquels il est nécessaire de prévenir la DREAL lorsqu'un évènement a lieu sur son site industriel et de le formaliser. Les évènements concernant la cybersécurité et les évènements naturels (inondation, séisme, foudre...) pourront utilement être portés à la connaissance de l'inspection et du Barpi.

En fin d'inspection, l'échelle européenne des accidents majeurs utilisée par le Barpi pour classer les évènements en incident, accident ou accident majeur a été succinctement présentée. Elle est disponible sur le site du Barpi à cette adresse : <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/echelle-europeenne-des-accidents-industriels/>

L'exploitant pourra s'en inspirer.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suites :** Lettre de suite

**Délai:** 1 mois

## N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réalisation d'audits  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.   |
| <b>Constats :</b> Les audits et revues de direction sont détaillés au paragraphe 3.8 du SGS (EIV QC RRA00144 - version 4 du 22 mai 2023). Le site détient la triple certification ISO 9001, ISO 45001 et ISO 14001. Lors de la visite, l'inspection s'est intéressée aux audits de maintien, aux audits internes et à la revue de direction.<br><br>Des audits de maintien de la certification (audits Afnor) ont lieu tous les ans. Le dernier a été réalisé le 27 mars 2023. Cet audit fait suite à l'audit de renouvellement qui a eu lieu en 2022. La non conformité mineure relevée par l'auditeur concernant l'amélioration de la procédure de consignation/déconsignation, les deux points sensibles – amélioration de la communication sur les actions environnementales menées par la SNCF auprès des opérateurs et définition d'une stratégie maintenance (curatif/préventif) - et la piste de progrès concernant la définition d'indicateurs de performance par équipe sont tracés dans le tableau de suivi du plan d'actions.<br><br>Les audits internes ont lieu également à fréquence annuelle afin de préparer les audits de suivi. Tous les processus (environ dix sur le site) sont veillés sur la période de 3 ans de la certification.<br><br>La dernière revue de direction s'est tenue le 17 janvier 2023. Elle permet de faire un bilan sur les actions de l'année écoulée et de définir le plan d'actions et plus généralement la politique QSE de l'année à venir.<br><br>L'exploitant a également indiqué qu'un audit national sécurité avait lieu tous les 4 ans durant 3 semaines par 3/4 auditeurs. Le dernier s'est tenu en février 2022.<br><br>L'ensemble des constats d'audits sont tracés dans le tableau du suivi du plan d'actions. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |